

IDÉES D'EXTRÊME-DROITE ET DÉMOCRATIE

Idées d'extrême-droite (déjà là), « crise de la démocratie », et moment d'une nouvelle étape de la démocratisation.

Exposé en terme de processus : Fascisation ou démocratisation

Conférence à Saint-Lo de Christian Delarue - Conseil National du MRAP (et commission contre ED), président du CADTM France, membre de l'espace démocratie d'ATTAC, syndicaliste (UFR Finances CGT) antifasciste (au CALED 35 CGT) et à Ripostes antifascistes.

À la suite des deux exposés « ciblés » de la Cimade et de la LDH (que je ne répèterai pas concernant la survie des personnes sous OQTF et la campagne Cimade pour les municipales) je dois évoquer en peu de temps les idées d'extrême-droite et la démocratie.

Je vais le faire en me plaçant dans le cadre de ce qu'on nomme la « crise démocratique » que je dirai « à bout de souffle » (comme le dit Fabien Escalona pour la République actuelle), deux processus contradictoires sont à l'oeuvre : la fascisation et sa solution, la démocratisation.

Les idées d'extrême-droite ne tombent pas du ciel. Dès lors, il convient de voir d'où elles sont tirées, donc de quelle histoire nationale.

Auparavant, sans insister, il y a à remarquer que la fascisation comme processus est à distinguer du fascisme proprement dit, n'est pas que française mais très mondialisée. Il y a alors, peut-être - hypothèse à défaut d'analyses concrètes - un lien à faire avec la montée du néolibéralisme depuis les années Reagan et Thatcher en 1979 et après, et avec ce que les syndicalistes nomment « Thatcherisation du monde ». C'est là une hypothèse de l'extension de par le monde, mais surtout ces dernières décennies, de régimes ou de mouvements très autoritaires voire fascistes. Des rencontres vont avoir lieu bientôt en Amérique latine pour faire le point sur l'exactitude et sur les déterminants précis de ces mouvements ou régimes politiques autoritaires ou fascistes. Je ne vais pas plus loin sur cet aspect.

Pour revenir à la France, les idées racistes, sexistes, mais aussi anti-sociales, anti-syndicales, anti-écologiques aussi puisent forcément dans une histoire de plusieurs décennies qu'il faut parcourir ici très rapidement. Avant le RN de Marine Le Pen il y avait le FN de Jean-Marie Le Pen tortionnaire en Algérie et plusieurs fois condamné pour injure raciste.

Le RN, né en octobre 1972, est fondé avec l'apport de membres de l'OAS pro-colonialistes, racistes anti-maghrébins et anti-noirs africains mais aussi anti-asiatiques (cf. la guerre d'Indochine avant la guerre d'Algérie). Sur l'OAS, lire le livre ancien Jacques DELARUE. Mais il faut noter aussi la présence d'une autre branche, elle très antisémite et Spencerienne (darwinisme social contre les faibles) qui remonte au pétainisme, celui réactivé récemment par Mme VASSAL de Marseille avec la citation, dans l'ordre, de « travail, famille, patrie ».

« Travail, famille, patrie » : On a là une double idéologie, celle du chef et celle de la hiérarchie qui vient se greffer sur la réalité nuisible des fortes inégalités économiques et sociales. Allons plus loin : Travail et famille donnent un capitalo-patriarcat qui combine donc deux dominations fortes, tant dans le travail-emploi que dans la famille : en somme, on ne sort pas de l'exploitation de la force de travail en passant d'une sphère à l'autre : coup double ! Et le troisième terme « patrie » vient rappeler que le citoyen est absent et que la nation est pensée comme ethno-raciale avec un lourd national-racisme contre tout ce qui vient d'ailleurs et même, pour certain-es, contre tout ce qui est ici mais non blanc ou non culturellement catholique. Le colonialisme continue sous forme de racisme plus ou moins franc. A ceci près qu'il ne faut pas oublier l'antisémitisme !

La CNCDH montre dans un graphe (que je montre aux élèves quand je suis invité) les courbes des rejets de 6 catégories de groupes humains victimes à commencer par les Rommies qui sont les plus discriminés (en jaune tout en haut), puis viennent 5 autres groupes, cités ici dans le désordre : les noirs, les arabes, les juifs, les musulmans et les asiatiques.

I - LES IDEES FASCISTES ET ASSIMILÉES

A) Les cercles de la fascisation

Le fascisme au sens strict se rapporte à l'Allemagne nazie et à l'Italie de Mus-

solini. Mais il existe des mouvements et régimes politiques dictatoriaux qui se sont déployés en Europe et qui forment les seconds ou troisièmes cercles des régimes à repousser pour leurs pratiques autoritaires : Espagne de Franco, Portugal de Salazar, Grèce des colonels, France de Pétain, etc.

La figure autoritaire est de type bonapartiste-césariste. Elle correspond à un fil historique en France qui existe ailleurs. André et Francine Demichel avaient jadis distingué 4 types de dictatures : fascisme, bonapartisme, de notables, militaire. Dans les 4 cas il y a montée des dominations et des oppressions mais aussi dégradation de l'Etat de droit avec arrestations et détentions arbitraires, corruption et prédation. A propos de l'Etat de droit j'invite à écouter la magistrate Magali Lafourcade invitée sur deux radios il y a peu ().

B) La violence des idées fascistes

1) Les violences dites « sociétales » se rapportent au racisme sous toutes ses formes (cf CNCDH déjà citée), au sexisme et à la LGBTQI phobie, à l'apologie des discriminations : 26 critères illégaux sont répertoriés en France. La violence des idées fascistes est là mais il faut aller plus loin.

A l'articulation du sociétal et du social, on trouve le classisme qui est pensé d'une part comme mépris social, y compris par un égal, et discriminations sociales mais aussi, dans un autre sens plus fort, plus large, compris comme lourde domination de classe des classes possédantes contre toutes les autres.

Ceci étant dit, il existe aussi des violences « inter-catégorielles » (d'en-bas) et de niveau variable (pas que des affrontements physiques) qui sont tout à la fois racistes, sexistes et classistes, avec une dimension intersectionnelle dans les quartiers populaires. Le « inter-catégoriel » mérite précision : ces violences « de terrain », d'en-bas, sont soutenues d'en-haut notamment par la hiérarchie policière s'agissant du volet institutionnel répressif et violent et elles sont ré-

clamées par les politiques de droite de Darmanin à Retailleau et d'autres.

Du fait des inégalités sociales et des discriminations, il y a de la violence dans la société civile, chez les Gilets jaunes, dans les quartiers populaires, etc (celle qui nous est montrée par les grands médias) mais il y a aussi celle qui surplombe de haut toutes les autres et qui est institutionnelle : Remarquons que la culture viriliste et violente est naturellement produite par les appareils d'Etat répressifs (police et armée) à forte composition masculine et moins par les appareils d'Etat à vocation sociale - même si ce « social » est dégradée - comme l'Ecole et la Santé. Est-ce alors la composition de genre qui importe sous cet angle ? L'anthropologie culturelle (cf Martine Boudet) y penche favorablement tout en sachant qu'on a aussi des féminocrates (terme issu du Manifeste féministe des 99 %) dans les hautes sphères étatiques et politiques. Est-ce la nature même de ces appareils d'Etat répressifs qui détermine ?

2) Sur le champ anti-social (classiste) proprement dit, le RN et autres forces appuient sur ce qui se fait déjà à droite le plus souvent mais aussi à gauche, celle qui ne propose plus de combat social et écologique, ni démocratique et laïque d'ampleur, car trop « coulée » dans les institutions de la V^{ème} République et le système économique et social dominant. (Cf congrès de l'Arche de 1991 : le capitalisme est notre horizon).

Il s'agit alors pour le RN et autres d'appuyer la casse du Code du travail en favorisant par exemple le fameux « travailler plus pour gagner plus » de Sarkozy, de défaire plus encore le statut de la Fonction publique déjà bien fracturé par les embauches de non titulaires hors concours. De favoriser le travail précaire, mal payé.

Il va s'agir aussi de détruire plus encore les services publics au service des besoins sociaux de la population (logement, santé, transport, alimentation, etc) sans passer par le profit, détruire aussi la Sécurité sociale qui est déjà méconnaissable par rapport au projet de 1945 (socialisation) et même à ce qui fut réalisé.

Plus grave encore, il va s'agir d'interdire les syndicats, les réunions syndicales, les rassemblements ou manifestations syndicales. Et s'il n'y a pas interdictions

formelles, il y aura empêchement d'exercer ces droits de résistance sociale et de transformation sociale. Ce qui s'est déjà réalisé, et pas qu'en France.

Le fascisme a très souvent pour ennemis principaux, après le racisme, les communistes et tous les marxistes de toute obédience. Ce rejet n'a pas de frontière. Il dépasse d'ailleurs le cercle des fascistes orthodoxes pour sévir bien au-delà en-deça au sein des droites autoritaires.

II - LES CERCLES DE LA DÉMOCRATISATION

A) Le cadre théorique de la démocratisation : instaurer de plus en plus de démocratie

1) Le problème de la définition de la démocratie au sens technique

Il peut se présenter, assez pédagogiquement, en terme de cercles allant de la faible démocratie à la pleine démocratie. Les 4 cercles sont simplifiés juste là pour montrer une gradation démocratique qui fait pièce à la dépossession citoyenne.

a) Premier cercle : Les citoyens et citoyennes votent. C'est là une première conquête démocratique très limitée. Solliciter le peuple pour nommer des dirigeants est loin d'être chose naturelle dans l'histoire. Désormais, à peu près partout, les femmes votent mais pas les résidents étrangers sauf ceux les européens.

Dans ce dispositif, ce qui est contrôlé c'est la bonne compétition entre les candidats. Parfois on mesure les temps de parole. On trouve là deux élites R. Aron et J. Schumpeter pour défendre cette démocratie-élection, représentative, au prétexte de l'incompétence du peuple. Lire ici Essais de critique marxiste de J-J. Goblot en son dernier chapitre sur ce point.

b) Second cercle : Le peuple est plus sollicité puisqu'on lui demande son avis sur une question précise ou il doit répondre par oui ou non. On vote alors plus pour un homme ou une femme que pour un projet. On reste dans un spectre démocratique restreint, de type référendaire.

c) Troisième cercle : Le peuple est encore plus sollicité. Après plusieurs mois de « démocratie délibérative » où il consulte, discute dans des réunions de quartier ou après meeting il va se prononcer. Cela s'est produit en 1946 mais aussi et surtout en 2004 et 2005 pour

aboutir au « non au traité constitutionnel de l'Union Européenne » (TCUE) le 29 mai. On sait que ce « non » n'a pas été respecté mais c'est un autre sujet. A noter que cela peut se réaliser pour des questions du type : faut-il un train à la place d'une autoroute de telle ville à telle ville ?

d) Quatrième cercle : Le peuple est appelé à contrôler les élus au moins de façon provisoire sur certaines décisions. La révocation y est aussi possible. Cet idéal démocratique est aujourd'hui de plus en plus revendiqué de diverses manières.

2) Le problème du fil historique du modèle démocratique à choisir dans l'histoire française

On peut en voir trois (au lieu de deux pour O Besancenot dans En finir avec les présidents) :

a) Le fil **historique** bonapartiste qui a débouché sur la notion de « chef de l'Etat » pour Pétain. On parle de fil autoritaire « bonapartiste-césariste » si l'on sort de la sphère française. C'est un fil autoritaire (et colonialiste le cas échéant) propre à engendrer des formes variables de dictatures ;

b) Le fil **communaliste** issu de la Commune de Paris de 1871 qui a donné la « démocratie conseilliste », autogestionnaire et même les soviets (au sens authentique du terme) et qui sert de matrice à la démocratie participative ou à la démocratie délibérative ;

c) Le fil **solidariste** venu de Léon Bourgeois qui a formalisé la doctrine dite solidariste et Alfred Fouillé qui l'a adapté pour le volet « démocratie sociale », cette dernière se situe entre la démocratie libérale et la démocratie socialiste des marxistes.

Social est manifestement à prendre au sens large désormais car on dirait aujourd'hui qu'elle a aussi un volet fiscal (tant les riches sont peu ou pas imposés), territorial (besoin de services publics en campagne - moins de drogue et de violence dans les quartiers populaires) et écologique (plusieurs problèmes en relèvent). La « démocratie sociale » est aussi laïque, démocratique et inclusive (sans racisme ni sexisme ni classisme) : elle construit des mécanismes de solidarité entre générations, entre pauvres et riches, avec un Etat social fort, 'main gauche' de l'Etat, que l'on retrouvera après guerre en 1945-46 sous forme de

socialisation (Sécurité sociale) et d'étatisation (nationalisations comme types d'appropriation publique pouvant évoluer en appropriation sociale).

B) Quels choix possibles ?

1) Le réel d'une crise :

Les Français sont en grande défiance par rapport à la démocratie existante : 78% trouvent qu'elle fonctionne mal et 26% sont en perte de confiance par rapport à la politique. Citons un passage extrait de «La démocratie en crise» du site The Conversation «L'une des demandes, c'est un besoin d'autorité : 73 % souhaitent «un vrai chef en France pour remettre de l'ordre», contre 60 % en Allemagne et en Italie. Elle se double d'une volonté marquée de mise en œuvre d'une démocratie directe avec un fort soutien des Françaises et des Français aux référendums et à une démocratie plus horizontale et participative.»

2) On a deux risques et une réponse possible :

a) Deux risques

- Vouloir avec le RN un régime autori-

taire de type bonapartiste-césariste. On reviendrait à du Pétain modernisé : Travail, Famille, Patrie dans un monde pollué et sous ultra-capitalisme.

- Vouloir simplement conserver l'existant si peu démocratique et fort mal en point sans rien toucher et ce alors que le cumul vertical (années) et horizontal (ici et ailleurs) des mandats est un très gros problème à incidences multiples : rester de 20 à 50 ans dans les instances politiques favorise le clientélisme et derrière la corruption : la chose est attestée (cf article sur «The Conversation»). Cela crée aussi - en plus - une caste très séparée du peuple mais proche des dirigeants économiques les plus riches.

b) Réponse possible : Démocratiser

Le sujet est vaste et mériterait bien 3/4 d'heure. En deux lignes ici et en reprenant les deux volets décrits :

- Au plan technique et éthique : Limiter le cumul horizontal (déjà engagé) et surtout vertical (2 X 6 ans maxi ?) des mandats ! La rémunération des élus est aussi à limiter. Lutter contre la corruption (cf Noël Pons ou Alain De-

neault ou Pierre Lascoume). Développer les conventions citoyennes, penser un autre référendum : le référendum d'initiative citoyenne (RIC). Aller plus loin : introduire du contrôle des élus, penser de possibles révocations.

- Au plan du modèle démocratique : Il y a besoin de satisfaire les besoins sociaux des populations sans tri raciste. Besoin de répondre à la crise climatique aussi.

Pour conclure, je dirais alors besoin d'une gauche politique agissante sur tous ces champs de transformation car les syndicats et les associations ne peuvent pas tout régler contre la fascisation ! Partout dans le monde ce sont eux qui montent au créneau !



SOIRÉE DEBAT

« POUR BIEN VIVRE ENSEMBLE,
COMBATTONS LES IDÉES
D'EXTRÊME DROITE »



MARDI 3 MARS À 20 H 15
salle de conférence de La Source à Saint-Lo

Avec la participation de :

Christian DELARUE - MRAP : L'extrême droite et les dangers pour la démocratie ;

Paul GARRIGUES - LDH : Appliquer les OQTF, une évidence ou une hypocrisie ? Quelles réalités humaines ;

Bénédictine VACQUEREL - La Cimate : Se mobiliser pour des politiques municipales inclusives.

Organisé par le collectif saint-lois contre les idées d'extrême droite



Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples